

## Communiqué de presse

### Des ruines pour l'aide ovine 2018

Le 14 décembre 2017, deux semaines avant l'ouverture des déclarations de l'aide ovine 2018, le ministère de l'agriculture a convié l'ensemble des syndicats agricoles représentant la production ovine ainsi que l'interprofession ovine à une réunion pour nous informer de modifications majeures concernant l'aide ovine.

Les premières conclusions de l'audit diligenté par la commission européenne sur l'ensemble des aides couplées 2015 et 2016 ont mis en évidence de graves dysfonctionnements entre l'aide ovine appliquée en France et les règles européennes sur l'octroi des aides couplées.

L'ensemble des aides complémentaires constituant l'aide ovine depuis 2015 seraient considérées par la commission européenne comme illégales !

Si ces premières conclusions sont confirmées, cela signifie que la Commission Européenne ne remboursera pas à la France le montant équivalent d'aides déjà versées aux agriculteurs en 2015, 2016 et 2017.

Le ministère nous a affirmé que cette correction financière sera assumée à 100 % par l'Etat et non par les éleveurs, bien que la commission ait la possibilité de l'exiger.

La conséquence majeure de cette annonce est la modification de l'aide ovine 2018.

**Les majorations commercialisation (majoration de 9€) et nouveaux producteurs (majoration de 6€) sont supprimées !**

L'aide ovine 2018 sera uniquement composée d'une aide de base dont l'accès sera conditionné, comme c'est le cas aujourd'hui, par un nombre minimum de brebis (50 brebis) et un taux de productivité de 0.5 agneaux vendus (la rétropolation est conservée).

Enfin, puisque les mauvaises nouvelles n'arrivent pas seules, le ministère de l'agriculture et de l'alimentation nous a informés que le budget global dédié à l'aide ovine 2018 sera considérablement impacté par la convergence et le transfert du 1<sup>er</sup> au 2<sup>nd</sup> pilier. Notre enveloppe sera ainsi de 113,9 millions d'euros contre 119 millions en 2017 !

**La FNO dénonce profondément ces décisions !**

Alors que depuis plusieurs années, nous travaillons, avec l'aide des pouvoirs publics, à l'orientation de la production vers la performance globale des exploitations ovines pour rendre notre production toujours plus compétitive et performante, ces modifications viennent ruiner les efforts de professionnalisation de notre filière que nous mettons en œuvre depuis plusieurs années. Ces annonces sont un très mauvais signal !

Le 11 octobre dernier, à Rungis, le Président de la République demandait aux professionnels des filières agricoles de se tourner vers l'avenir.

**Dans ces conditions, quel avenir imagine l'Etat français pour la production ovine ?**